

Article 10 (SFDR)

Publication sur le site internet d'informations relatives aux fonds Article 8 du règlement SFDR

Produit promouvant des caractéristiques E ou S



PROFIL CIF EQUILIBRE

JANVIER 2026



Dénomination du produit : PROFIL CIF EQUILIBRE

Identifiant d'entité juridique : 969500NJ02LC5HAFDY89

ISIN : BP0460216045

A) Résumé :

Ce produit Financier est classé article 8 au regard de la Réglementation SFDR. Cela signifie qu'il promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable.

Ce mandat promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales via :

Pour les OPC et ETF : l'inclusion dans le portefeuille du mandat de fonds classés Article 8 - qui font la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales - et de fonds classés Article 9 - qui ont pour objectif l'investissement durable - au titre de la réglementation SFDR. La classification de chaque fonds est déterminée par la société de gestion productrice du fonds.

Pour les Actions et Obligations : l'inclusion dans le portefeuille du mandat d'actions et obligations qui répondent aux exigences d'un système interne de filtration basé sur les notations de nos fournisseurs de données sur les critères environnementaux et/ou sociaux, notamment : Sur le pilier E : empreinte carbone, gestion de l'eau, gestion des déchets, biodiversité, etc. Sur le pilier S : diversité, égalité des chances, accès aux services de base, éducation/capital humain, santé, etc.

Aucun indice spécifique n'a été désigné comme indice de référence aux fins de promotion de caractéristiques environnementales ou sociales.

Ce mandat de gestion n'a pas pour objectif principal l'investissement durable, cependant il s'engage à inclure une proportion minimale de 10% d'investissements durables.

Des contrôles sont réalisés trimestriellement pour veiller au bon respect des caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le produit financier.

Les limites aux méthodes et aux données sont notamment liées à la disponibilité partielle des données, la nécessité de recourir en partie à des données estimées et à la difficulté de comparaison des méthodologies mises en place par les producteurs externes et les fournisseurs de données.

B) Sans objectif d'investissement durable :

Ce produit Financier est classé article 8 au regard de la Réglementation SFDR. Cela signifie qu'il promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, mais n'a pas pour objectif l'investissement durable.

Pour les OPC et ETF : le produit financier s'appuie sur les proportions minimales d'investissements durables communiquées par les sociétés de gestion productrices de chaque fonds pour les fonds classés Article 8 (promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales) et Article 9 (objectif d'investissement durable) au titre du Règlement SFDR.

Les méthodologies de détermination de la part durable de chaque fonds par les sociétés de gestion productrices intègrent la nécessité, à travers les actions et obligations durables dans lesquelles les fonds ont investi, de ne pas causer de préjudice important à un objectif d'investissement durable environnemental ou social, et de respecter les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Pour les Actions et Obligations : l'absence de préjudice à un objectif environnemental ou social est évaluée, pour chaque instrument, via la méthode interne suivante, dont les étapes sont cumulatives :

Bon score de controverse environnementale connue par nos fournisseurs de données.

Bon score de controverse sociale relevée par nos fournisseurs de données.

Exclusions des secteurs controversés en lien avec les pratiques du Groupe BPCE [exclusion totale du charbon en 2040].

Exclusions complémentaires de secteurs controversés ajoutés par la BPMED (mines terrestres antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou biologiques, armes nucléaires).

Le respect des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme fait l'objet, pour chaque instrument, d'un contrôle spécifique via :

- l'absence de violation de ces principes directeurs,
- la mise en place de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect de ces principes directeurs (Principes directeurs de l'OCDE, politique des droits de l'homme, déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail) connue par nos fournisseurs de données.

Analyse des principales incidences négatives pour les PAI obligatoires pour lesquels le taux de couverture est satisfaisant en termes de données ESG, mesuré au travers de seuils quantitatifs et de critères qualitatifs fixés par la Banque selon la nature de chaque PAI.

C) Caractéristiques E/S

Ce mandat promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales via :

Pour les OPC et ETF : l'inclusion dans le portefeuille du mandat de fonds classés Article 8 - qui font la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales - et de fonds classés Article 9 - qui ont pour objectif l'investissement durable - au titre de la réglementation SFDR. La classification de chaque fonds est déterminée par la société de gestion productrice du fonds.

Pour les Actions et Obligations : l'inclusion dans le portefeuille du mandat d'actions et obligations qui répondent aux exigences d'un système interne de filtration basé sur les notations de nos fournisseurs de données sur les critères environnementaux et/ou sociaux, notamment : Sur le pilier E : empreinte carbone, gestion de l'eau, gestion des déchets, biodiversité, etc. Sur le pilier S : diversité, égalité des chances, accès aux services de base, éducation/capital humain, santé, etc.

Aucun indice spécifique n'a été désigné comme indice de référence aux fins de promotion de caractéristiques environnementales ou sociales.

D) Stratégie d'investissement :

Quels que soient les profils de gestion proposés, la Gestion sous Mandat de la Banque Populaire Méditerranée met l'accent sur la nécessaire convergence entre la gestion des risques financiers « conventionnels » (action, crédit, liquidité...) et celle des risques dits extra-financiers (climat, biodiversité...) susceptibles d'avoir un impact en termes financiers. Le profil de gestion « Equilibre » aura pour objectif la recherche de plus-values limitant néanmoins la volatilité de l'ensemble des actifs confiés en gestion. Ce profil est ouvert aux Comptes Titres Ordinaires. Conformément à la législation, les disponibilités sont enregistrées sur un compte à vue non rémunéré. Ce profil de gestion comporte un risque moyen et n'implique pas une garantie en capital et celui-ci pourrait ne pas être restitué en intégralité en cas de baisse de valorisation. L'horizon de placement conseillé ne saurait être inférieur à cinq ans.

E) Proportion d'investissements :

Le produit financier est investi sur des OPC et ETF ainsi que des Actions et Obligations. Ces investissements sur les marchés actions, obligataires, monétaires et immobiliers s'effectuent selon la conjoncture économique et financière internationale. La part d'investissements en actions est comprise entre 30% et 70% de l'allocation globale. Le produit financier a un objectif de détention d'un minimum de 10% d'investissements durables. Il n'a pas pour objectif d'être corrélé à un indice boursier en particulier.

F) Contrôle des caractéristiques E/S :

Des contrôles sont réalisés sur une base trimestrielle afin de s'assurer que les instruments financiers (OPCVM et Titres vifs) promeuvent les caractéristiques environnementales et/ou sociales pour lesquelles ils ont été sélectionnés.

Les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales des instruments financiers sont revus régulièrement dans le cadre d'ajustements méthodologiques résultant de nouvelles obligations réglementaires et/ou des bonnes pratiques de Place.

En lien avec le suivi réalisé pour formaliser les rapports périodiques SFDR de niveau produit, des contrôles ponctuels sont également effectués afin de s'assurer que les engagements en matière de durabilité du profil de gestion sont respectés.

G) Méthodes applicables aux caractéristiques E/S :

Pour les OPC et ETF : la prise en compte des caractéristiques environnementales et/ou sociales, la Banque s'appuie sur les données de durabilité communiquées par les sociétés de gestion productrices, elles-mêmes soumises à la réglementation SFDR : la classification SFDR de chaque fonds (Article 6, Article 8 ou Article 9). Les méthodologies de détermination de la classification SFDR de chaque fonds par les sociétés de gestion productrices intègrent la nécessité d'une prise en compte par les fonds des caractéristiques environnementales et/ou sociales, à travers les actions et obligations dans lesquelles les fonds ont investi.

Seuls les fonds classés Article 8 (promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales) et classés Article 9 (objectif d'investissement durable) sont considérés comme promouvant des caractéristiques environnementales et/ou sociales.

Les fonds classés Article 6 ou les fonds pour lesquels les données de classification SFDR n'ont pas été communiquées par les sociétés de gestion productrices, sont considérés par défaut comme ne prenant pas en compte les caractéristiques environnementales et/ou sociales au sein du mandat.

Pour les Actions : seules les actions ayant une notation, par notre fournisseur de données Refinitiv Eikon Reuters sur le critère environnemental et sur le critère social, supérieure au seuil de 70 sont considérées comme promouvant des caractéristiques environnementales et/ou sociales au sein du mandat. Afin de définir ses notations sur le critère environnemental et sur le critère social, notre fournisseur de données procède à une analyse consistant principalement à établir un classement des sociétés pour calculer des scores relatifs E et S.

H) Sources et traitement des données :

Pour les OPC et ETF : la Banque s'appuie sur les données de durabilité communiquées par les sociétés de gestion productrices, elles-mêmes soumises à la réglementation SFDR : la classification SFDR de chaque fonds (Article 6, Article 8 ou Article 9). Les données mises à disposition par les sociétés de gestion productrices de chaque fonds sont ensuite exploitées par la Banque selon leur nature (quantitative / qualitative), leurs taux de couverture et leur pertinence.

Pour les Actions et Obligations : la Banque s'appuie sur différentes sources de données pour alimenter sa méthodologie propriétaire permettant de qualifier la promotion de caractéristiques environnementales ou sociales au sein des profils gestion Article 8 :

- Les données relatives à la durabilité en provenance des fournisseurs de données. Ces fournisseurs, acteurs de références dans le domaine extra-financier, ont été sélectionnés suite à une évaluation approfondie de la qualité et de la fiabilité des données fournies.
- Les informations publiques mises à disposition par les émetteurs sur leur site internet (rapports annuels, rapports de durabilité).
- Les analyses internes menées par l'équipe de Gestion Sous Mandat.

La Banque évalue régulièrement la qualité et la couverture des données des fournisseurs de données externes. Le traitement de la donnée se matérialise principalement par des flux et fichiers informatiques limitant le risque d'erreur opérationnelle.

Les données extra-financières exploitées peuvent être des données constatées ou des données estimées (par l'émetteur ou le prestataire externe) dans des proportions variables et sujettes à évolution. Ces données sont systématiquement contrôlées par les équipes de gestion avant leur exploitation opérationnelle.

I) Limites aux méthodes et aux données :

Les limites des méthodologies et des données sont notamment liées à :

- La disponibilité partielle des données ;
- Le taux de couverture des données par les providers et asset managers ;
- La difficulté de comparaison des méthodologies mises en place (évolutives dans la durée) par les producteurs externes et les fournisseurs de données pour mesurer la durabilité des produits et des émetteurs.

Pour pallier ces limites, la Banque se réserve le droit de compléter, corriger ou ignorer les informations mises à disposition par les fournisseurs de données si ces dernières sont jugées incorrectes ou incomplètes.

Les méthodologies propriétaires développées au sein de la Banque sont alignées avec les exigences réglementaires et peuvent être revues pour évoluer et s'aligner avec de nouvelles pratiques / recommandations. La Banque est ainsi en capacité de s'assurer en permanence que les caractéristiques environnementales ou sociales promues par les produits financiers sont mesurables et atteintes.

J) Diligence raisonnable :

La diligence raisonnable mise en oeuvre concernant les actifs sous-jacents du produit financier repose sur un suivi régulier, afin de veiller au respect des principes de durabilité promus par le produit financier.

Concernant la sélection des gestionnaire d'actifs et des fonds, nos comités de gestions (au moins huit fois par an) incluent des analyses ESG sur les fonds pour identifier les caractéristiques Environnementales et Sociales promues par lesdits OPCVM.

Pour la sélection des titres vifs, un modèle de notation extra-financière a été développé en interne et permet d'établir si le titre analysé peut être qualifiée de durable au sens de la réglementation SFDR. La notation ESG d'un titre détenu par la Gestion Sous Mandat est mise à jour annuellement.

Les Comités de Gestion, permettent à la Gestion Sous Mandat de veiller au bon respect des caractéristiques ESG promues par ce profil de gestion.

K) Politiques d'engagement :

La Banque Populaire Méditerranée ne dispose pas d'une politique d'engagement actionnarial ou d'une politique de vote sur le périmètre des titres vifs détenus en direct. En effet, en tant que Prestataire de Services d'Investissement tels que la gestion de portefeuille pour le compte de tiers, la Banque Populaire Méditerranée n'est pas visée par les articles L 533-22 § I et L 533-22-4 du Code monétaire et financier relatifs à la publication d'une politique d'engagement actionnarial et dont le champ d'application est réduit notamment aux sociétés de gestion et aux entreprises d'investissement. Plusieurs décisions de justice en France ont ainsi conclu que les prestataires de service de gestion pour compte de tiers n'était pas juridiquement propriétaires des titres, et que l'activité de gestion sous mandat n'autorisait pas une institution financière à représenter ses clients dans les assemblées générales des émetteurs concernés.

L) Indice de référence :

Aucun indice spécifique n'a été désigné comme indice de référence aux fins de promotion de caractéristiques environnementales ou sociales.

Banque Populaire Méditerranée, Siège Social : 457, Promenade des Anglais - 06200 Nice - Tél : +33 (0)4 93 21 52 00 * - Société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable (art. L. 512.2 et suivants du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit) 058 801 481 RCS Nice - immatriculée auprès de l'ORIAS sous le numéro 07 005 622 - N° TVA intracommunautaire FR 61 058 801 481 - Succursale de Monaco : 3-9, boulevard des Moulins - MC 98000 Monaco - RCI 00 S 03751 TVA : FR 64 0000 53 529 - Tél : +377 92 16 57 57 * - www.banquepopulaire.mc. Entité du Groupe BPCE, représentée par BPCE S.A. (SIRET 493 455 042) titulaire de l'identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ délivré par l'ADEME. *Appel non surtaxé, coût selon opérateur.

